



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article2335>

Nahel, abattu par la police... Il est temps de faire cesser l'impunité et les crimes policiers !

Date de mise en ligne : 11 novembre 2015

VOS VIOLENCES POLICIÈRES

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

SUD éducation Lorraine présente toutes ses condoléances à la famille de Nahel et s'associe à la douleur de toutes celles et ceux qui l'ont connu. Rien ne peut justifier d'être abattu ainsi. La mort de Nahel n'est pas une situation isolée mais démontre un problème systémique

13 morts en 2022, déjà 3 morts en 2023. "Le nombre de tués par des tirs policiers visant des personnes se trouvant dans des véhicules a même été multiplié par cinq entre avant et après le vote de la loi de 2017" (art *Ouest France* du 28/06/23) qui est venue assouplir les règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre (« loi relative à la sécurité publique » du 28 février 2017 qui étend le droit de la police à tirer au-delà de la simple légitime défense). Au contraire de ce qu'affirme le Ministre de l'intérieur et comme l'a démontré une enquête de *Basta !*, nous observons un essor sans précédent du nombre d'interventions létales des forces de l'ordre depuis 2020, en particulier du fait de la police nationale. Selon ce même média, le nombre de personnes tuées suite à une ouverture du feu des forces de l'ordre a plus que doublé en 2021 et 2022 par rapport à la décennie précédente.

Il est donc urgent d'abroger cette loi !

Et comme si cela ne suffisait pas, la réputation de Nahel a été salie par les mensonges véhiculés par des médias tels *CNews*, qui confondent « casier judiciaire » et « connaissance des services de police », toujours dans le but de minimiser ce drame.

La révolte spontanée de la jeunesse un peu partout en Lorraine et en France n'est due qu'à la cécité volontaire et à l'incurie organisée des gouvernements successifs face aux violences policières systémiques, ainsi qu'à l'incapacité chronique de la justice à faire « justice », comme le rappelle la relaxe récente des deux policiers impliqués dans la mort de Zyed et Bouna.

C'est la vie de nos jeunes qui est en jeu à chaque intervention policière.

Qu'a-t-on appris de 2005 ? La société française ne comprenait pas que des jeunes collégiens nommés Zyed et Bouna qui n'avaient strictement rien à se reprocher se soient sentis obligés de se réfugier dans un transformateur électrique pour échapper à la police. Aujourd'hui, elle ne comprend pas pourquoi un jeune garçon de 17 ans braqué par un policier qui lui dit "Tu vas te prendre une balle dans la tête" a tenté de fuir. On ne peut plus parler d'incompréhension, il s'agit de déni.

Oui les violences policières sont une réalité, oui la police tue, et tout particulièrement dans les quartiers populaires. Combien de morts faudra-t-il encore ? Combien de mutilations faudra-t-il encore ? Combien de mensonges, de bavures, de délits, de crimes policiers devront-ils être démontrés par les images des passant^{es} pour que cesse enfin la culture de l'impunité qui sévit dans les forces de l'ordre ? Comment M. Darmanin peut-il parler de « rupture du pacte républicain » en pointant les émeutes des quartiers populaires tout en s'étouffant lorsqu'on parle des violences policières ?

Jusqu'à quand les moyens publics seront-ils utilisés pour maintenir la coercition étatique sur des catégories de populations qui font l'objet d'un traitement différencié parce que criminalisées : en fonction de leur lieu de vie, parce qu'elles sont racisées, parce qu'elles s'engagent et militent activement face aux dérives de l'État et des puissances qu'il soutient ?

La marche blanche de ce jeudi 29 juin a montré par son ampleur que cette exécution policière est l'affaire de toutes et tous.

SUD éducation Lorraine appelle à participer à l'ensemble des manifestations pour dénoncer et s'opposer à cette situation, pour que justice soit faite et pour que les violences et crimes policiers cessent.